

Convention collective régionale

IDCC : 1384. – VINS DE CHAMPAGNE

(9 juillet 1985)

(Etendue par arrêté du 6 juin 1986,
Journal officiel du 28 juin 1986)

ACCORD DU 25 AVRIL 2014

PORTANT MODIFICATION DU CHAMP D'APPLICATION

NOR : ASET1450770M

IDCC : 1384

Les partenaires sociaux sont convenus de modifier plusieurs articles de la convention collective du champagne, avenant régional à la convention nationale des vins et spiritueux. Ces articles sont ceux régissant les modalités d'application de la convention nationale des vins et spiritueux aux employeurs (convention collective du champagne, art. A.11) et salariés (convention collective du champagne, art. A.12) ressortissant de la convention collective du champagne.

Sont modifiés selon les termes figurant en annexe au présent accord :

- le préambule de la partie « A.1. – Champ d'application » (avant l'article A.11 « Employeurs concernés ») ;
- l'article A.12 « Salariés concernés » ;
- l'article A.25 « Accords et avantages antérieurs ».

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UMC.

Syndicats de salariés :

FRAACA CFE-CGC ;

ISC CGT.

ANNEXE

Le préambule de la partie A.1 « Champ d'application » de la convention collective du champagne (avant l'article A.11 « Employeurs concernés ») est modifié comme suit :

Le présent accord régional adapte et modifie la convention collective nationale des vins et spiritueux du 13 février 1969, ses avenants et annexes et remplace toutes les conventions collectives locales, avenants et annexes divers antérieurs.

Dans le texte ci-après, par « (présent) accord », « avenant régional », « convention collective » ou « convention collective du champagne », il convient d'entendre « le présent accord collectif régional ainsi que tous ses avenants et annexes ».

L'article A.12 « Salariés concernés » de la convention collective du champagne est modifié comme suit :

« La présente convention s'applique à l'ensemble des salariés des employeurs entrant dans son champ d'application, peu importe que ces salariés soient affiliés, en raison de leur activité dans l'entreprise, au régime général de la sécurité sociale (salariés affectés aux travaux des caves et bureaux) ou à la mutualité sociale agricole (MSA), par application de l'article L. 722-20 du code rural et de la pêche maritime (salariés affectés aux travaux viticoles).

Le régime conventionnel de tous ces salariés est donc harmonisé, par application à l'ensemble tant de la convention collective nationale des vins et spiritueux que du présent avenant régional, sous réserve :

- des règles de non-cumul visées à l'article A.25 ;
- des dispositions particulières de la présente convention pouvant ne s'appliquer qu'à certaines catégories de personnel en raison d'une fonction ou d'une activité spécifique ;
- des adaptations ou modifications (visées à l'article A.25) apportées par la présente convention aux dispositions de la convention nationale des vins et spiritueux, conformément à l'article L. 2252-1 du code du travail.

Les représentants de commerce statutaires (VRP), en raison de la spécificité de leurs fonctions, ne relèvent pas de la présente convention. »

L'article A.25 « Accords et avantages antérieurs » de la convention collective du champagne est modifié comme suit :

« La présente convention (accords, avenants, annexes) ne peut être en aucun cas la cause de restrictions aux avantages de quelque nature qu'ils soient (salaires ou primes habituellement perçus et avantages individuels utilisés) acquis antérieurement à sa date de signature.

Les avantages reconnus par la présente convention (accords, avenants, annexes) ne peuvent cependant s'interpréter comme s'ajoutant à ceux déjà attribués pour le même objet ou la même cause ; les droits des salariés s'analysent donc en déterminant pour les avantages ayant le même objet ou la même cause, et avantage par avantage :

- les droits tels qu'ils résultent du droit du travail applicable ;
- les droits tels qu'ils résultent de la présente convention ;
- les droits tels qu'ils résultent des accords éventuels d'entreprise.

En considérant toujours les avantages ayant le même objet ou la même cause, et avantage par avantage, ce sont les droits les plus avantageux pour l'ensemble du personnel qui sont applicables sans qu'il soit possible, pour quelque cause que ce soit, d'en revendiquer le cumul.

Par exemple, il n'est pas possible de demander que certaines dispositions d'une autre convention soient applicables aux éléments de salaire ou avantages dont le personnel bénéficie au titre de la présente convention collective.

En application de l'article L. 2252-1 du code du travail, les dispositions de la présente convention peuvent adapter ou modifier celles d'une autre convention ou accord couvrant un champ territorial ou professionnel plus large, en particulier celles de la convention nationale des vins et spiritueux. »